



François Bayrou et Jean-Louis Borloo présentent la charte de l'Alternative

05 novembre 2013

Les présidents du MoDem et de l'UDI ont scellé mardi le rassemblement des familles du Centre, sous la bannière de l'Alternative. Découvrez ci-dessous leur proposition de charte de partenariat.

Nous, responsables des forces du Centre, présidents du MoDem (Mouvement démocrate) et de l'UDI (Union des Démocrates et Indépendants), proposons à nos formations de se rassembler.

L'URGENCE

L'état réel de la France, économique, social, civique et moral est préoccupant. L'échec éducatif, le chômage de masse, les difficultés de notre cohésion sociale et de l'intégration en sont les signes les plus frappants.

Le désarroi et la colère gagnent une part croissante de la société française. La France est malheureusement guidée par la peur au lieu d'être guidée par l'espoir et la confiance en l'avenir. Les Français, désabusés par les alternances, n'aperçoivent plus de solution politique au point qu'ils sont tentés par un extrémisme qui conduirait au chaos. Face à cette situation, des signes de fragilité se multiplient, au sein même de certains courants républicains.

Il y a urgence. Cette urgence appelle une réaction civique.

Nous prenons nos responsabilités. Nous décidons de nous rassembler pour créer une force dont la mission sera de faire face à cette crise. C'est la condition pour que notre pays retrouve un cap, une espérance et des perspectives, et que nous soyons les acteurs centraux de la reconstruction intellectuelle et politique dont la France a besoin.

NOTRE IDENTITÉ

Nos idées nous unissent. Nos valeurs n'ont jamais cessé d'être les mêmes, nos convictions aussi, même si nous avons été séparés par la bipolarisation de la vie électorale, que nous jugeons excessive et que nous voulons réduire par un changement des institutions. Pendant cette période, chacun de nos mouvements a eu son histoire et son chemin qui mérite notre respect. Aujourd'hui, la gravité de la situation nous oblige au rassemblement.

Nous sommes des humanistes. Nous croyons que la satisfaction des besoins matériels et l'épanouissement moral, culturel, philosophique et spirituel des femmes et des hommes est le but de l'organisation de la société.

Nous sommes Républicains et Démocrates. L'humanisme en politique se nomme République. La République n'est pas seulement une forme de gouvernement, elle est un corps de valeurs. Ces valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, nous avons pour mission de les faire vivre chez nous et de les proposer au monde. Il n'y a pas de République sans Démocratie. Nous croyons que le développement de la conscience et de la responsabilité des citoyens est le fondement du contrat civique.

Nous sommes des réformistes, conscients que le progrès de la société est davantage affaire d'efforts continus et progressifs que de ruptures brutales. Nous n'avons pas peur de l'avenir, que nous considérons porteur de chances multiples pour notre pays.

Nous sommes des Européens. L'Union européenne est la seule voie disponible pour que la France ait accès, en la partageant au sein de l'Union, à une réelle souveraineté dans certains domaines qui dépassent le cadre national. L'Union doit désormais fixer les priorités de son action dans des domaines stratégiques essentiels : l'emploi et la compétitivité des entreprises, l'Europe sociale par une convergence vers le haut, la régulation financière et la lutte contre les paradis fiscaux, les grandes infrastructures européennes, les grands enjeux climatiques et environnementaux, les nouveaux espaces de souveraineté du 21^{ème} siècle, comme le numérique et le cyberspace, ainsi que la défense civile et militaire des populations. Elle doit se réformer pour être plus efficace, compréhensible et accessible aux citoyens, donc plus démocratique.

Nous sommes les porteurs de l'exigence de développement durable. Nos objectifs sont la protection de la biodiversité, la croissance verte, la défense ainsi que la valorisation de la mer et des océans, la transition énergétique et un grand programme Justice-Energie Afrique-Europe.

Les drames nés des déplacements de population appellent une politique nationale et européenne. L'effort de maîtrise des flux migratoires est nécessaire. Mais aucune solution dans le long terme ne pourra être mise en place sans un programme de co-développement avec les pays vulnérables.

Nous prenons en charge le long terme. En matière de finances publiques, comme dans l'organisation de la société, nous croyons que nous devons être non seulement soucieux du présent, mais aussi les garants des générations à venir. Le premier devoir à l'égard de ces générations est l'éducation. Aujourd'hui, ce devoir n'est pas rempli et il exigera, pour l'être, une mobilisation non seulement de la communauté éducative, mais de la nation tout entière.

Nous croyons à l'économie de liberté et au contrat social. La créativité des hommes est plus fructueuse, dans la plupart des domaines, quand elle est fondée sur la liberté plutôt que sur le dirigisme. Mais nous affirmons que le progrès économique est vain s'il n'entraîne pas le progrès social. Nous refusons de laisser des concitoyens sur le bord de la route. Nous sommes conscients que la richesse d'un pays réside dans ses ressources humaines.

Nous croyons à l'autonomie de la société, à la légitimité des corps intermédiaires, à la vitalité des cultures régionales et la pleine capacité reconnue aux entreprises et aux familles, associations et syndicats.

Nous défendons l'autonomie des collectivités locales, qui sont, y compris dans les plus petites communes, un extraordinaire réservoir d'engagement au service des citoyens. Nous savons qu'il est temps de mettre un terme à l'empilement et à la confusion des missions des différents acteurs publics, source de coûts et d'inefficacité.

NOS BUTS

Nous nous regroupons pour renouveler la vie politique de notre pays. La France a besoin d'une vision nouvelle, d'un renouvellement intellectuel qui dépasse les idéologies usées, et les controverses systématiques. Nous croyons qu'ensemble, en raison de nos expériences et de nos parcours, nous pouvons porter ce renouveau.

Nous condamnons la politique suivie par la majorité actuelle et le gouvernement, qui accumulent les échecs parce qu'ils demeurent prisonniers d'une vision du monde dépassée, refusant les réformes en profondeur, et sont donc condamnés à la fuite en avant, notamment dans le domaine de la fiscalité.

Nous sommes dans l'opposition mais celle-ci sera constructive, déterminée et non manichéenne.

Nous nous engageons ensemble pour protéger notre pays de toute tentation ou de toute dérive en direction des extrêmes.

Nous revendiquons notre liberté, mais nous ne changerons pas la France seuls. L'alliance avec le PS et les appareils de la coalition au pouvoir est impossible. En ce qu'elle respecte les valeurs humanistes, la droite républicaine est naturellement notre partenaire politique. Pour autant nous considérons que le pays a besoin d'une large majorité réformatrice, allant non seulement de la droite républicaine au Centre mais jusqu'aux sensibilités écologistes et sociales-démocrates. Dans cette majorité à construire, la volonté d'émancipation, de respect des personnes, et de solidarité effective a toute sa place.

Notre rassemblement s'adresse aux Français de toute sensibilité, du Centre bien sûr, de droite républicaine et aussi de sensibilité sociale et même de gauche déçus par la fermeture et l'impuissance de la majorité au pouvoir.

NOTRE ORGANISATION

Notre organisation sera coopérative. Nous sommes persuadés qu'il existe une forme politique nouvelle à inventer, qui respecte et fédère des sensibilités différentes, les fasse travailler efficacement ensemble, et s'ouvre à de puissants réseaux de volontaires et de sympathisants actifs.

Nous nous présenterons ensemble à toutes les élections nationales, régionales et européennes.

Les élections locales sont très importantes pour notre famille politique. Elles obéissent à une logique de territoire, tout en s'inscrivant dans une cohérence nationale. Nous en tiendrons compte en examinant ensemble la situation ville par ville.

Nous délibérerons ensemble des grands choix politiques et de notre projet. Nous nous rassemblons pour que les Français se voient proposer une alternative et pas seulement une

alternance. Notre candidate ou notre candidat à l'élection présidentielle sera désigné(e) en commun par une procédure démocratique.

L'organe de coordination politique sera composé du comité exécutif de l'UDI et de l'équipe dirigeante du MoDem. Tous les parlementaires nationaux et européens du Modem et de l'Udi en seront membres. Un bureau exécutif restreint sera désigné d'un commun accord.

Nous agirons ensemble sous la dénomination : "UDI-MoDem : l'Alternative".